

Feuille de route IDAHO du gouvernement



**Journée Mondiale
de lutte contre
l'HOMOPHOBIE &
la TRANSPHOBIE**

Premier Ministre

Ministère des affaires étrangères

Ministère de l'intérieur

Ministère de la justice

Ministère des affaires sociales et de la santé

Ministère de la famille

Ministère des droits des femmes

Ministère de l'éducation nationale/ministère de la réussite éducative

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social

Ministère de la culture et de la communication

Ministère de l'égalité des territoires et du logement

Ministère des Outremer

Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

Premier ministre

Créer un ministère consacré à la lutte contre l'homophobie et la transphobie, comme il existe un ministère pour le droit des femmes, et d'autres sur le handicap, la jeunesse, la vieillesse, l'égalité des territoires, etc.

Modifier l'article 1^{er} de la Constitution afin d'y inclure le refus de la discrimination à raison de l'orientation sexuelle, à côté du racisme, du sexisme, etc.

Favoriser la lutte contre l'homophobie et la transphobie au sein du gouvernement.

Coordonner les politiques LGBT au sein de l'État tout au long de l'année, notamment à l'occasion de la Journée IDAHO.

**Ministre des affaires
étrangères**

Porter, dès cette année, aux Nations unies une résolution pour une dépénalisation universelle de l'homosexualité.

Poursuivre à l'OMS le combat engagé pour sortir le « transsexualisme » de la liste des maladies mentales, et engager le combat contre les thérapies « réparatrices », censées « guérir » les homosexuels.

Solliciter le programme Jeunesse des Nations unies pour qu'il intègre les questions LGBT.

Poursuivre le combat engagé contre les violences homophobes et transphobes à travers le monde, notamment en renforçant le fonds LGBT et en invitant les ambassades de France à organiser régulièrement des événements LGBT, notamment à l'occasion de la Journée IDAHO.

Poursuivre le combat engagé à l'Organisation Internationale du Travail pour qu'une enquête internationale soit menée sur les discriminations concernant les personnes LGBT dans le monde du travail, et pour que des recommandations soient faites aux États membres, aux représentants des patronats et des syndicats.

Mobiliser les outils économiques dans la lutte contre l'homophobie et dans la lutte contre le sida, pour mieux orienter les financements, qu'il s'agisse des instances bilatérales ou multilatérales (Agence française de développement, Union européenne, OCDE, Banque mondiale, Onusida, etc.).

Ministère de l'intérieur

Mettre en place une enquête de victimation annuelle sur les violences homophobes.

Mettre en place des référents dans tous les commissariats des référents spécialisés dans l'accueil des victimes de violences aux personnes LGBT, comme il y en a pour les violences sexistes.

Améliorer les ressources nécessaires pour lutter contre la cybercriminalité homophobe.

Mettre en place un plan de formation de la police sur les questions LGBT.

Mettre en place une campagne nationale de sensibilisation pour que les publics concernés n'aient plus de réticences face au dépôt de plainte.

Améliorer la prise en compte des questions LGBT pour les demandeurs d'asile.

Ministère de la justice

```
graph TD; A[Ministère de la justice] --- B1[Intégrer l'identité de genre parmi les critères de discrimination prohibés par la loi.]; A --- B2[Modifier la loi afin que les personnes trans puissent obtenir des papiers d'identité, dans les conditions prévues par le Conseil de l'Europe.]; A --- B3[Améliorer le pacs (signature en mairie, fiscalité égale pour couples homosexuels et couples hétérosexuels, pacs signable sur tout le territoire, outre-mer compris, que le pacs soit pris en compte chaque fois qu'il est question de conjugalité dans le droit français).]; A --- B4[Ouvrir le mariage et la filiation aux couples de même sexe, afin de mettre à égalité homos et hétérosexuels.]; A --- B5[Donner à tous les parents les mêmes droits, eu égard à la parentalité : congé parental, jours de naissance, congé pour enfant malade...]; A --- B6[Mettre en place un plan de formation des magistrats sur les questions LGBT.];
```

Intégrer l'identité de genre parmi les critères de discrimination prohibés par la loi.

Modifier la loi afin que les personnes trans puissent obtenir des papiers d'identité, dans les conditions prévues par le Conseil de l'Europe.

Améliorer le pacs (signature en mairie, fiscalité égale pour couples homosexuels et couples hétérosexuels, pacs signable sur tout le territoire, outre-mer compris, que le pacs soit pris en compte chaque fois qu'il est question de conjugalité dans le droit français).

Ouvrir le mariage et la filiation aux couples de même sexe, afin de mettre à égalité homos et hétérosexuels.

Donner à tous les parents les mêmes droits, eu égard à la parentalité : congé parental, jours de naissance, congé pour enfant malade...

Mettre en place un plan de formation des magistrats sur les questions LGBT.

**Ministère des affaires
sociales et de la santé**

Proposer un plan d'hébergement d'urgence pour les jeunes homosexuels ou les jeunes trans exclus de leur famille.

Former les travailleurs sociaux sur les questions LGBT.

Mettre en place un Plan national de santé de qualité pour que les personnes trans puissent effectuer leur transition dans de bonnes conditions.

Mettre en place une politique anti-sida plus ambitieuse.

Renforcer la formation initiale et continue des personnels de santé sur les questions LGBT.

Engager le combat contre les thérapies « réparatrices », censées « guérir » les homosexuels.

Mettre en place un plan de lutte contre le suicide des jeunes LGBT.

Ministère de la famille

Mobiliser les réseaux d'aide familiale pour mieux lutter contre l'homophobie et la transphobie et contre le suicide des jeunes LGBT en particulier.

Intégrer les questions LGBT dans toutes les politiques familiales où cela peut être pertinent.

**Ministère des Droits des
femmes**

Mettre en place une campagne nationale de lutte contre la lesbophobie.

**Ministère de l'éducation
nationale/ Ministère de la
réussite éducative**

Lutter contre l'homophobie et la transphobie à l'école en formant le personnel éducatif et les élèves aux questions LGBT.

Faire évoluer les programmes de manière à intégrer davantage les questions LGBT.

**Ministère de l'enseignement
supérieur et de la recherche**

Développer les études LGBT dans la recherche et dans l'enseignement supérieur en soutenant la création de laboratoires, de chaires, de bourses, etc. Créer à cet effet un groupe stratégique, comme il en existe un pour promouvoir les recherches sur le genre.

Inviter le CNOUS à intégrer les questions LGBT dans ses activités sociales et dans sa programmation culturelle.

Renforcer les campagnes de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

**Ministère du travail, de
l'emploi et du dialogue
social**

Renforcer l'offre de formation professionnelle sur la lutte contre les discriminations LGBT.

Inciter les administrations publiques à signer la charte de la diversité et à solliciter le label diversité.

Inciter les partenaires sociaux à renforcer la lutte contre l'homophobie et la transphobie dans le monde du travail.

**Ministère de la Culture
et de la communication**

Créer un vaste plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie par la culture.

Soutenir la mise en place de l'Institut Arc-en-ciel, centre scientifique et culturel consacré aux questions LGBT.

Soutenir la création d'un monument en mémoire des victimes de l'homophobie dans l'histoire.

Mettre en place un programme de soutien à la création de fictions sur les questions LGBT.

**Ministère de l'égalité des
territoires et du logement**

```
graph TD; A[Ministère de l'égalité des territoires et du logement] --- B[Renforcer le plan mis en place par la Politique de la ville pour lutter contre l'homophobie dans les banlieues.]; A --- C[Intégrer l'homophobie et la transphobie dans les missions ordinaires de l'ACSE (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).];
```

Renforcer le plan mis en place par la Politique de la ville pour lutter contre l'homophobie dans les banlieues.

Intégrer l'homophobie et la transphobie dans les missions ordinaires de l'ACSE (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).

Ministère des Outremer

Mettre en place des campagnes régulières de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

**Ministère des sports, de la
jeunesse, de l'éducation
populaire et de la vie
associative**

Poursuivre le plan contre l'homophobie dans les sports, et conditionner davantage l'attribution des budgets sportifs à la mise en place de programmes de lutte contre les discriminations en général, et l'homophobie en particulier.

Favoriser la lutte contre l'homophobie dans le monde du sport au niveau européen et au niveau du CIO.

Renforcer le soutien aux associations LGBT.